

**Union européenne - Déclaration de  
la Haute représentante, au nom de  
l'Union européenne, à l'occasion de  
la Journée internationale de la fin  
de l'impunité pour les crimes  
commis contre des journalistes, le 2  
novembre 2018**

(Luxembourg, 31 octobre 2018)

La démocratie ne peut vivre sans la liberté, la diversité et l'indépendance de la presse. Les journalistes et les autres acteurs des médias dans le monde forcent les Etats, les fonctionnaires, les entreprises et la société au sens large à être responsables de leurs actes. Mais un trop grand nombre d'entre eux font l'objet de menaces et d'attaques uniquement parce qu'ils exercent leur travail, et les auteurs de ces attaques agissent souvent en toute impunité.

Aujourd'hui, en cette Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, proclamée en vertu de la résolution 68/163 de l'Assemblée générale des Nations unies, nous rendons hommage à tous ces journalistes de par le monde qui ont perdu la vie ou ont été victimes d'attaques dans l'exercice de leur profession. Nous rendons aussi hommage à tous ces journalistes courageux qui reprennent le travail de leurs collègues qui ne peuvent plus poursuivre leurs enquêtes.

Les assassinats des journalistes d'investigation Daphné Caruana Galizia et Jan Kuciak au sein de l'UE démontrent qu'aucune région du monde n'est à l'abri de ces phénomènes. Ces crimes abjects doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites, comme c'est le cas pour l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au Consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Nous avons exigé que l'Arabie saoudite coopère à une enquête exhaustive, crédible et transparente et nous insistons sur la nécessité de clarifier les circonstances de son décès et toutes les responsabilités.

L'on note dans de nombreux pays une tendance inquiétante à l'érosion et à la réduction de l'espace réservé au journalisme libre: souvent, la crédibilité des médias est mise en cause sans distinctions afin de les discréditer et d'affaiblir leur travail. Les journalistes doivent bénéficier d'un environnement dans lequel ils sont en mesure de faire leur travail en toute sécurité, tant en ligne que hors ligne, sans devoir craindre le harcèlement, les pressions politiques, la censure ou les persécutions. Un système légal solide doit protéger les médias et les journalistes du monde entier, afin qu'ils puissent remplir leurs tâches en toute indépendance. En cette période où la désinformation gagne du terrain, la sécurité des journalistes doit être garantie pour leur permettre de promouvoir la communication d'informations correctes pour le bien et dans l'intérêt de tous nos citoyens.

L'UE continuera de recourir à tous les instruments financiers et de politique extérieure appropriés pour améliorer la qualité du journalisme, l'accès aux informations publiques et la

liberté d'expression. Elle continuera à financer le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF) et à fournir une protection ciblée au moyen de programmes en faveur des défenseurs des droits de l'Homme.

Tous les Etats au sein de l'Union européenne et en dehors ont le devoir de s'acquitter de leurs obligations de protéger la liberté d'expression et la sécurité des journalistes en créant un environnement légal sécurisant, en prenant au sérieux les menaces proférées à l'encontre des journalistes, et en poursuivant vigoureusement les attaques qui se produisent. Nous attendons de tous les Etats qu'ils renforcent les mesures préventives, qu'ils mobilisent tous les acteurs concernés et qu'ils créent des mécanismes nationaux de sécurité, conformément au plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

La liberté de la presse est l'épine dorsale des sociétés libres: limiter ses moyens, c'est réduire notre propre liberté./.